

SOLIDAIRES, L'AVENIR EST ENTRE NOS MAINS

PROGRAMMATION 2011-2016 DU NOUVEAU DANS LA CONTINUITÉ

La campagne de cette année marque le début du nouveau programme d'éducation de **DÉVELOPPEMENT ET PAIX**.

Ces cinq dernières années, nous avons concentré nos efforts sur les enjeux liés à l'exploitation des ressources naturelles. Que ce soient les problématiques liées à l'industrie minière, celles du détournement des terres agricoles à des fins industrielles et financières ou bien encore les menaces que représente la privatisation de l'eau, nous avons pu constater que ces questions sont au cœur des défis qu'affrontent les populations de très nombreux pays dans le monde.

Le début de la programmation 2011-2016, au Sud comme au Canada, est l'occasion pour **DÉVELOPPEMENT ET PAIX** de revoir ces enjeux avec une approche renouvelée.

La programmation sera centrée sur la notion de justice écologique et vise à nous permettre de prendre en considération les interactions entre les enjeux environnementaux, ceux de la production agricole et ceux de l'exploitation des ressources naturelles.

Pour cela, il faut reconnaître les responsabilités, historique et contemporaine, des pays du Nord dans la dégradation de la nature. Il faut redire que les pays les plus affectés sont ceux qui sont les moins responsables de cette dégradation. Il faut accepter que notre style de vie occidental devra évoluer pour être écologiquement durable. Enfin, il faut être solidaires des peuples qui veulent atteindre un bien-être socio-économique légitime en partageant les connaissances et les ressources technologiques qui y conduisent, sans chercher à imposer un modèle de développement unique, fondé sur la consommation et la croissance économique à tout prix.

Ce sont ces enjeux et ces questions que nous aborderons dans notre prochain programme d'éducation sous le thème de la justice écologique.



Solidaires, l'avenir est entre nos mains

www.devp.org
1 888 234-8533

 Développement
et Paix

DES DÉFIS DANS NOTRE ASSIETTE

La notion de justice écologique implique la reconnaissance que les ressources de notre planète sont limitées et que nous avons une obligation morale à les utiliser de façon équitable, responsable et durable, afin que ces ressources puissent répondre aux besoins essentiels de tous les peuples du monde et ceux des générations futures. Parmi ces besoins, la capacité de se nourrir arrive certainement en tête des priorités.

D'ici 2050, nous serons neuf milliards d'êtres humains sur terre et il faudra augmenter de 70% la production vivrière pour assurer la sécurité alimentaire de toute cette population.

Alors que plus d'un milliard de personnes sont sous-alimentées aujourd'hui, il est légitime de se demander si nous serons capables de relever ce défi tout en tenant compte de la santé environnementale de notre planète et des bouleversements déjà amenés par les changements climatiques.

Nous vous proposons cette année une réflexion sur les modes de production agricole utilisés aujourd'hui et leurs impacts tant sur l'environnement que sur les conditions de vie des populations qui les pratiquent.



**Développement
et Paix**

1 888 234-8533
www.devp.org

L'URGENCE D'AGIR

Sécheresses à répétition, pluies diluviennes plus fréquentes, hausse du niveau de la mer, fonte des glaciers partout autour du monde... Les effets de l'activité humaine sur la santé de notre planète sont de plus en plus visibles.

Pour diriger les études liant activité humaine et changements climatiques, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est mis en place en 1988 sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

En 1990, le GIEC livre son premier rapport. Ses conclusions sonnent l'alarme et poussent l'ONU à mettre en place un cadre de négociations en vue d'élaborer une convention sur les changements climatiques.

Deux ans plus tard, 154 pays (ils seront 192 par la suite) signent la *Convention-cadre*

des Nations Unies sur les changements climatiques qui émet des recommandations aux pays afin de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). Il y est décidé de tenir une conférence chaque année. Cette conférence est appelée «Conférence des Parties» (COP).

Rio, La Haye, Marrakech, Montréal, Copenhague, Cancun, autant de noms de villes associées aux négociations internationales afin de trouver une solution à la crise des changements climatiques. La plus connue est Kyoto dont le protocole porte son nom. On y avait décidé, d'ici 2012, un objectif de réduction des émissions de GES pour les pays développés de 5 % par rapport au niveau de 1990. Loin d'atteindre cet objectif aujourd'hui, la communauté internationale doit désormais se pencher sur l'*après-Kyoto*.

La lenteur de la prise de décision peut surprendre. Les négociations sont complexes car tous les pays doivent s'entendre sur un accord qui limitera leur souveraineté dans la définition de leur développement, en les contraignant à un niveau restreint d'émission de GES et donc d'utilisation d'énergie fossile et de procédés industriels polluants.

Mais l'urgence d'agir impose l'émergence d'une volonté politique forte. Pour cela, les populations et les acteurs de la société civile doivent clairement faire entendre leur voix.

Alors seulement, nous pourrions espérer avancer sur la route vers un nouvel accord pour faire suite au *Protocole de Kyoto* et développer des mécanismes pour réduire efficacement les émissions de GES.

LES NÉGOCIATIONS SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FACE AUX DÉFIS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, IL FAUT METTRE EN PLACE DES OBJECTIFS DE RÉDUCTION SUBSTANTIELLE DES ÉMISSIONS DE GES. MAIS COMME VOUS LE VERREZ CI-DESSOUS, LES BLOCAGES POUR TROUVER UN ACCORD SUR CETTE QUESTION RÉSULTENT DES INTÉRÊTS CONTRADICTOIRES DES PAYS.

LES IMMOBILISTES

La Russie, l'Arabie Saoudite ou encore le Soudan, autant de pays dont l'économie est basée sur l'exploitation des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon). Ils sont les plus réfractaires à tout accord contraignant et ils demandent des compensations financières pour reconverter leur économie.



LES ENGAGÉS PEU VOLONTAIRES

Les États-Unis et la Chine sont engagés dans le *Protocole de Kyoto* même si les États-Unis ne l'ont pas ratifié. Ils ne sont pas favorables à une limitation de leurs émissions et n'acceptent pas des mesures de contrôle qui empiètent sur leur souveraineté.



LES INDÉCIS

Le Canada, l'Australie, l'Inde et le Brésil sont peu actifs dans la réduction de leurs émissions. Bien que les populations de ces pays soient conscientes de l'importance de réduire leurs émissions de GES, les gouvernements ne font rien pour favoriser des politiques permettant de le faire.



ENJEUX

- Une diminution, pour les pays industrialisés, de 25 à 40 % d'émissions de GES d'ici 2020.
- Pour les pays du Sud, une diminution de la vitesse de croissance des émissions de GES.
- Une attention particulière pour freiner la déforestation.
- Le financement de l'adaptation aux changements climatiques pour un développement durable.

LES VICTIMES

Le G77, regroupant les pays du Sud, sont les moins responsables du réchauffement climatique mais les plus menacés. À l'intérieur de ce groupe, les 43 membres de l'*Alliance des petits États insulaires* risquent de voir une grande partie de leur territoire disparaître avec la montée des eaux. C'est le cas des Maldives qui ont déjà décidé de ne protéger qu'un quart de leurs 1 200 îlots en abandonnant le reste à la mer. Ces pays sont en faveur de la réduction draconienne des émissions de GES.



LES PAYS VOLONTAIRES

L'Union européenne, le Japon ou bien encore la Norvège sont en tête des pays proactifs dans la lutte aux changements climatiques. L'Union européenne est en passe d'atteindre son objectif de réduction de 8 % d'émission de GES d'ici 2012. Avec le Japon et la Norvège, l'Union européenne va plus loin en se fixant un objectif de réduction de 25 % d'émission de GES d'ici 2020.



L'AGRICULTURE À L'HEURE DES CHOIX

L'industrialisation de l'agriculture et la transformation de nos systèmes alimentaires ont une grande part de responsabilité dans la perturbation du climat. En effet, les systèmes alimentaires actuels sont responsables de près de la moitié des émissions de GES (voir figure ci-dessous) et absorbent 70 % de l'approvisionnement mondial en eau douce.

Ces systèmes laissent un milliard de personnes souffrir de la faim et un autre milliard avec de graves carences en oligo éléments.

Le constat d'échec est flagrant mais pourtant la remise en

cause de ces systèmes n'est que timidement abordée dans les débats sur les changements climatiques et la sécurité alimentaire mondiale.

En effet, le paysage agricole occidental fait face à une incapacité à regarder de façon critique son nouveau visage. Celui-ci a été modifié par des décennies de subventions gouvernementales, par la concentration des productions, l'industrialisation des procédés agricoles et l'utilisation massive d'intrants chimiques.

Les hommes et les femmes qui pratiquent cette forme d'agriculture ne sont pas responsables de cet état de fait.

Ils et elles sont plutôt victimes des conséquences des politiques qui ont détruit une partie du tissu social de nos régions et provoqué un désintérêt pour cette profession, une des plus nobles qui soit.

Mais cette situation n'est pas une fatalité. Si le courage et la volonté politique sont mobilisés, nous pourrions retrouver une agriculture à échelle humaine, respectueuse de l'environnement et efficace afin de réduire considérablement les émissions de GES. En suivant les principes de la souveraineté alimentaire, nous pourrions redonner une image positive et attrayante du monde agricole, valoriser

le travail des producteurs et des productrices et recréer les liens sociaux entre ces derniers et la population en général. Il faut mettre l'accent sur les dimensions nourricières et environnementales de l'agriculture et non plus sur son seul aspect commercial.

Car tout pays qui veut assurer son développement et prendre en compte le bien-être de sa population, doit protéger ses ressources naturelles et son environnement mais aussi reconnaître et soutenir les hommes et les femmes qui le nourrissent. Cela est vrai pour les pays comme le nôtre mais encore plus pour les pays du Sud.

RESPONSABILITÉS D'UN SYSTÈME

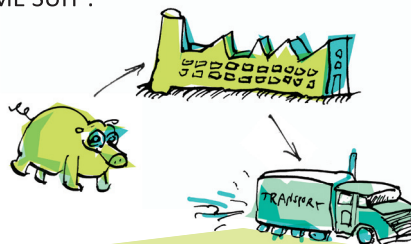
L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET LE SYSTÈME ALIMENTAIRE INDUSTRIEL SONT DEUX DES CAUSES PRINCIPALES DE LA CRISE CLIMATIQUE. LEURS ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE SE DIVISENT COMME SUIT :



Les activités agricoles de 11 à 15 %



Le défrichage et la déforestation de 15 à 18 %



La transformation des aliments, l'emballage et le transport de 15 à 20 %



La décomposition des déchets organiques de 3 à 4 %

LES ÉMISSIONS TOTALES DU SYSTÈME ALIMENTAIRE CONSTITUENT DE 44 À 57 % DES ÉMISSIONS GLOBALES DE GES.

CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE, L'APPÉTIT DE LA FINANCE ET LES FAUSSES SOLUTIONS

La crise alimentaire qui perdure aujourd'hui a réveillé l'appétit des multinationales de l'agriculture et de certains acteurs de la finance mondiale. Dans la tourmente de la crise économique, l'agriculture est apparue comme un nouvel Eldorado et les spéculations sur les denrées alimentaires de base maintiennent les prix artificiellement élevés ce qui entraîne toujours plus de personnes à ne plus pouvoir se nourrir convenablement.

Pour répondre aux crises énergétiques et climatiques, de fausses solutions sont mises de l'avant. Loin de résoudre les problèmes, ces initiatives sont coûteuses tant sur le plan social qu'environnemental.

C'est le cas de la production d'agrocarburant ou celle du soja. Des populations sont déplacées pour que leurs terres soient transformées en monocultures de palmiers à huile pour la production

d'agrocarburant ou bien de soja pour nourrir le bétail et répondre à la croissance de la consommation de viande dans le monde entier.

Des pays tel que l'Arabie Saoudite, qui ont vu la nécessité d'assurer leur souveraineté alimentaire, utilisent leur puissance financière pour s'accaparer des terres fertiles dans les pays qui recherchent des financements étrangers, principalement en Afrique et en Amérique latine.

Que l'agriculture soit à nouveau dans les priorités gouvernementales est une bonne chose. La question est de savoir de quel type d'agriculture il s'agit. **Faut-il augmenter les productions industrielles ou bien repenser notre production et notre consommation alimentaire ? À cette question, la position de nos partenaires est sans équivoque.**

L'AGRICULTURE À PETITE ÉCHELLE... UNE SOLUTION D'AVENIR

Saviez-vous que les petits producteurs à travers le monde nourrissent 70 % de la population mondiale ? Ils sont 1,5 milliard répartis sur 380 millions de fermes. Ce sont eux qui nourrissent les affamés de ce monde et nous ne pouvons pas nous passer de leurs ressources si nous voulons relever le défi de nourrir neuf milliards d'individus en 2050.

Contrairement à l'agriculture industrielle, l'agriculture paysanne protège l'intégrité des sols, la diversité des semences et la survie de milliers de races d'animaux. Pourtant, lorsqu'on parle d'investissement en agriculture, ces derniers n'en reçoivent qu'une

infime partie. La majorité est investie dans les pays industrialisés et dans des modes agricoles basés sur l'utilisation des intrants chimiques.

Pour **DÉVELOPPEMENT ET PAIX** et ses partenaires dans les pays du Sud, les pratiques agro écologiques peuvent aider les paysans à améliorer les rendements de leurs productions et ainsi augmenter leur sécurité alimentaire et leurs revenus. Dans un même temps, ces pratiques leur permettent de diminuer les risques de perte de récolte et de bétail du fait des changements climatiques. Voici quelques exemples qui illustrent ce point.

LES JARDINS CAFÉIERS, SOURCE DE VIE EN HAÏTI



Au nord-est de l'île, dans la commune de Sainte-Suzanne, la population voit se

développer des jardins d'un nouveau genre. L'Institut de recherche et d'appui technique en aménagement du milieu (IRATAM) appuie

les paysans et les paysannes dans leurs démarches de prise en charge en vue d'améliorer leurs conditions de vie.

« Les jardins caféiers qui sont mis en place par les paysans permettent de répondre à leurs besoins. Grâce aux coopératives, ils tirent un juste revenu de la vente de leur café. La diversification de la production agricole par le mélange de cultures vivrières, maraîchères et de la caféiculture

permet aux petits paysans d'aspirer à une souveraineté alimentaire. De plus, la fabrication de compost, à partir des matières végétales et animales, assure une production sans impact pour l'environnement. Enfin, chaque coopérative dispose de plusieurs pépinières pour assurer la préservation des semences qui sont par la suite réparties équitablement. »

Émil Éma, agronome, IRATAM

AU PARAGUAY, UNE RÉFORME AGRAIRE FACE À L'INVASION DU SOJA

Les monocultures de soja génétiquement modifié occupent la moitié des terres agricoles du pays et appauvrissent de façon importante les sols. Les produits chimiques utilisés viennent aussi contaminer les sources d'eau.

Le Mouvement paysan paraguayen (MCP) réclame une réforme agraire pour lutter contre l'invasion du soja et aider les

30 % de la population qui vivent avec moins de 2 \$ par jour.

« La réforme agraire est le seul moyen de réduire le dépeuplement des campagnes et de contrer l'exode de la jeunesse de notre pays vers l'étranger. C'est aussi la seule façon de permettre au Paraguay de garantir la souveraineté alimentaire de sa population. »

Elvio Trinidad Quiroga, membre du MCP



LE RIZ DE L'ESPOIR À MADAGASCAR

Le Bureau de liaison des institutions de formation rurale (BMITT) regroupe des centres chrétiens de formation qui travaillent avec les populations rurales de l'île. Dans la région de Vatovavy Fitovinany, la vie de plus de mille familles a changé grâce à l'action du BMITT. En utilisant des semences sélectionnées, des engrais

biologiques et grâce à un système d'intensification de la culture du riz en favorisant l'utilisation répétée des jeunes pousses, les rendements des cultures ont augmentés considérablement. Aujourd'hui, des milliers de familles sont à l'abri de la faim et le modèle est exporté dans d'autres régions de l'île.

Ces exemples, parmi tant d'autres, illustrent notre désir que les petits producteurs et productrices de par le monde soient pris en compte dans les politiques internationales, tant dans la lutte contre la faim que dans celle contre les changements climatiques.

SIGNEZ NOTRE CARTE DE SOLIDARITÉ ET JOIGNEZ-VOUS AU MOUVEMENT POUR LA CONSTRUCTION D'UN MONDE MEILLEUR. **SOLIDAIRES, L'AVENIR EST ENTRE NOS MAINS.**



**Développement
et Paix**

1425, boul. René-Lévesque Ouest, 3^e étage
Montréal (Québec) H3G 1T7
www.devp.org